



République Française

MAIRIE DE FABREGUES

Département de l'Hérault

Délibération du Conseil Municipal n° 2018/040

Séance du 16 octobre 2018

Date de convocation :	10 octobre 2018
Date d'affichage :	10 octobre 2018
Nombre de membres :	
- afférents au Conseil Municipal :	29
- en exercice :	29
- qui ont pris part à la délibération :	26

L'an deux mille dix-huit et le seize octobre à 19 heures 10, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Jacques MARTINIER, Maire de Fabrègues.**

Présents : M. Jacques MARTINIER – M. Jean-Marc ALAUZET – M. Christian SOUVEYRAS
Mme Mylène FOURCADE – M. Claude JUEN – Mme Myriam PENA – M. Dominique CRAYSSAC
M. Pierre VAN CRAENENBROECK – M. Alain FAUCHARD – Mme Thérèse VIDAL – M. Philippe LIGNY
M. Jean-François CALONNE – Mme Elisa VEIGA – M. Serge JACOB – Mme Sandra BEGUET
M. Sébastien FARRAUTO – Mme Solange MARTIN BONNIER – M. Dominique WACHTER
Mme Marielle FENECH-MONFORT – Mme Aurélie MATEO.

Représentés : Mme Christine PALA – Mme Edith TRUC – M. Jean-Olivier JOB
Mme Zohra PIETRANTONI – Mme Marie-Carmen GOMEZ – M. Jean-Pierre LAPORTE.

Absents : Mme Amandine BATTAGLIA – M. Laurent PITHON – Mme Colette ORTEGA.

Objet : URBANISME : Convention opérationnelle avec l'Etablissement Public Foncier (EPF).

Madame le Maire Adjoint en charge de l'Urbanisme rappelle que la Commune a été placée en carence par arrêté préfectoral du 17 novembre 2017.

Il résulte de l'article L.210-1 du Code de l'Urbanisme que, pendant la durée d'application d'un arrêté préfectoral pris sur le fondement de l'article L. 302-9-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, le droit de préemption est exercé par le représentant de l'Etat dans le département lorsque l'aliénation porte sur un terrain, bâti ou non bâti, affecté au logement ou destiné à être affecté à une opération ayant fait l'objet de la convention prévue à l'article L. 302-9-1 précité. Le représentant de l'Etat peut déléguer ce droit à un établissement public foncier Etat créé en application de l'article L. 321-1 du Code de l'Urbanisme. Les biens alors acquis par exercice du droit de préemption en application de ces dispositions doivent être utilisés en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement ou de construction permettant la réalisation des objectifs fixés dans le Programme Local de l'Habitat ou déterminés en application du premier alinéa de l'article L. 302-8 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Afin de mettre en œuvre ce dispositif, le représentant de l'Etat et l'EPF, sur la base d'une convention cadre signée le 4 mai 2018, ont déterminé les conditions dans lesquelles l'EPF serait susceptible d'exercer, sur les communes concernées, le droit de préemption dès lors qu'un arrêté préfectoral le désignerait comme délégataire en application des dispositions de l'article L.210-1 du Code de l'Urbanisme.

La Commune de Fabrègues étant placée en état de carence, les services de l'Etat ont souhaité que celle-ci confie à l'EPF une mission d'acquisitions foncières sur les secteurs définis dans le projet annexé à la présente délibération en vue de la réalisation d'opérations de logements locatifs sociaux.

Le présent contrat a fait l'objet d'un avis favorable à la majorité de la Commission Urbanisme du 27 septembre 2018.

Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Madame le Maire Adjoint et après en avoir délibéré à l'unanimité des exprimés (abstention : M. LAPORTE, Mme FENECH-MONFORT et Mme MATEO) :

Article 1^{er} :

Autorise Monsieur le Maire à signer la convention opérationnelle avec l'Etablissement Public Foncier annexée à la présente délibération.

Plus n'est délibéré.

Fait les jour, mois et an que dessus indiqués.

Ont signé au registre tous les membres présents à la séance.

Le Maire,

Jacques MARTINIER.



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.